

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI

7 Rue des Métiers
35730 Pleurtuit

Références : 2025.359
Code AIOT : 0005502158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI implanté LA ROCHE 22160 Calanhel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de programme pluriannuel de contrôle de la DREAL. Elle a porté notamment sur l'arrêté de mise en demeure en date du 2 février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANDEFERT CARRIERES ET ISDI
- LA ROCHE 22160 Calanhel
- Code AIOT : 0005502158

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant, la société SAS CARRIERES DE BRANDEFERT, est autorisé depuis 1975 à exploiter une carrière à ciel ouvert sur la commune de Calanhel. Il est autorisé à exploiter également une installation de concassage, criblage de matériaux et à remblayer la carrière par des déchets inertes issus de chantiers de travaux publics.

Un arrêté préfectoral complémentaire pris en date du 14 mars 2006 et modifié le 18 juin 2008 encadre les conditions d'exploitation de la carrière. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de cet arrêté.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Amiante	AP Complémentaire du 26/01/2015, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Les retombées des poussières	AP de Mise en Demeure du 02/02/2024, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
2	Les émergences sonores	AP de Mise en Demeure du 02/02/2024, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	la surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.5	/	Sans objet
5	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 01/01/2001, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des éléments présentés lors de l'inspection, il apparaît que l'exploitant a satisfait aux prescriptions issues de la mise en demeure portant sur les émissions de poussières et de bruit. Des actions correctives ont été engagées et les contrôles réalisés attestent du respect des seuils réglementaires.

Par ailleurs, l'installation de traitement des matériaux fait actuellement l'objet d'une modernisation actuellement en cours de construction, comprenant notamment le remplacement des équipements anciens par des installations plus récentes ainsi que le bardage des installations. Ces évolutions devraient permettre de contribuer à la réduction des émissions sonores et des émissions de poussières.

En conséquence, il est proposé à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure du 02/02/2024 relative aux nuisances sonores et à la maîtrise des poussières.

Par rapport à l'amiante, il est notamment attendu de l'exploitant :

- **De formaliser par écrit l'arrêt définitif de l'exploitation de la zone identifiée comme susceptible de contenir de l'amiante** et de porter à la connaissance du préfet les plans de phasage actualisés de l'exploitation et du remblaiement de la carrière.
- **De poursuivre les prélèvements et analyses pétrographiques** de fragments de roche, afin de vérifier l'absence éventuelle de fibres susceptibles de contenir de l'amiante dans les zones actuellement exploitées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Les retombées des poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/02/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Poussière
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024
Prescription contrôlée : Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024 : La SAS Brandefert CARRIÈRES procède, sous un délai de 9 mois, à la mise en conformité de son site situé à Calanhel vis-à-vis du respect des émergences réglementaires imposée par l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Elle devra transmettre à l'inspection, sous un délai de 3 mois, un échéancier des travaux prévus pour mettre en conformité ses installations. Article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

L'arrêté de mise en demeure du 2 février 2024 a été pris à la suite de dépassements répétés entre 2022 et 2023 des limites admissibles en retombées de poussières, en particulier sur les points de mesure n°5 et n°6, situés respectivement au bourg de Calanhel et au hameau de Kermenguy.

Lors de l'inspection du 22 octobre 2025, l'exploitant a présenté plusieurs mesures mises en œuvre pour limiter les émissions de poussières :

- acquisition d'un canon directionnel, permettant d'arroser des parties hautes des stocks.
- déplacement et réorganisation des stocks de sable : initialement situés sur la plateforme haute de la carrière vers une plateforme d'altitude plus basse.

L'exploitant a présenté les résultats des campagnes de mesure de poussières réalisées par IGC Environnement :

- Année 2024 : 4 trimestres,
- Mi-année 2025 : 2 trimestres.

Les résultats montrent :

- un faible empoussièrement pour les stations de type b situées chez les riverains dont le bourg de Calanhel et le hameau de Kermenguy,
- un empoussièrement faible à moyen pour les stations situées en limite de site,
- un empoussièrement faible pour la station témoin.

En conséquence, il est proposé à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure du 02/02/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin d'améliorer la lisibilité des rapports de suivi de poussières, il convient :

- d'intégrer une sous-partie dédiée au suivi et à l'évolution des masses de **poussières totales**, correspondant au périmètre réglementaire,
- de conserver, si nécessaire, une sous-partie distincte concernant spécifiquement les matières minérales, permettant d'identifier la contribution de la carrière.

Il est rappelé que la réglementation porte sur les poussières totales, comprenant à la fois les

fractions minérales et organiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Les émergences sonores

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/02/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/11/2024

Prescription contrôlée :

Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024 :

La SAS Brandefert CARRIÈRES procède, sous un délai de 9 mois, à la mise en conformité de son site situé à Calanhel vis-à-vis du respect des émergences réglementaires imposée par l'article 4.7 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2004. Elle devra transmettre à l'inspection, sous un délai de 3 mois, un échéancier des travaux prévus pour mettre en conformité ses installations.

Article 4.7 de l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2004 :

Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :

Niveau de bruit ambiant existant dans les [ZER]	Émergence sonore admissible de 07h à 22h	Émergence sonore admissible de 22 h à 07h [...]
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(Å)	+6 dB(A)	+4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A) +5 dB(A) +3 dB(A)	+5 dB(A)	+3 dB(A)

[...]

Constats :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure, daté du 2 février 2024, a été émis en raison du dépassement des émergences sonores réglementaires relevés lors du contrôle du 11 avril 2023 sur les hameaux de Pantou et Izellan.

Lors de l'inspection du 22 octobre 2025, l'exploitant a présenté deux campagnes de contrôle acoustique :

- **Contrôle du 14 juin 2024 :** L'étude acoustique conclut à une émergence sonore mesurée de 1 dB(A) au hameau de Kerden et aucune émergence dans les autres hameaux contrôlés.

- **Contrôles en 2025 :**

- Réalisé le 23 juin 2025 pour les ZER 2 à 7,

- Réitérés le 26 août 2025 pour la ZER 1 (hameau de Kerden), à la suite d'un dépassement ponctuel relevé en juin.

La conclusion de IGC indique "Les mesures de bruit réalisées en 2025 respectent les émergences maximales autorisées et le seuil autorisé de 65 dB pour l'ensemble des stations de mesure."

Cependant, l'analyse de la campagne 2025 met en évidence que, sous certaines conditions météorologiques défavorables (vents soutenus et directionnels notamment), des émergences significatives peuvent ponctuellement apparaître. Cela confirme que, même si la carrière respecte les niveaux réglementaires à date, la sensibilité acoustique du secteur demeure élevée et nécessite un maintien des mesures correctives engagées par l'exploitant.

L'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre une action d'atténuation qui consiste à introduire des pierres fines dans les intrants de broyage, permettant de réduire les phénomènes de choc sonores entre les gravats.

Par ailleurs, une modernisation des installations de traitement est en cours, incluant le remplacement des équipements actuels par des installations bardées et plus modernes (à l'exception du concasseur primaire). Cette modernisation devrait contribuer à une réduction pérenne des émissions sonores.

Aucun signalement ou plainte riveraine liée au bruit n'a été enregistré depuis les dépassements constatés en 2023.

Les études acoustiques réalisées en 2024 et 2025 confirment donc le respect des émergences sonores réglementaires pour l'ensemble des hameaux environnants et le bourg de Calanhel.

En conséquence, il est proposé à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure du 02/02/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : la surveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Valeurs admissibles pour les eaux rejetées:

Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

Paramètre	Concentration maximale	Fréquence
pH	6,5 - 8,5	Mensuelle
Conductivité	pour information	Mensuelle
MES	25 mg / L	Mensuelle
Hydrocarbures	10 mg / L	Trimestrielle
DCO	125 mg / L	Trimestrielle
Fer + Aluminium	6 mg / L	Trimestrielle

Surveillance :

Un contrôle du respect des prescriptions de l'article 4.5.3 est réalisé par l'exploitant selon la périodicité prévue par le tableau.

Constats :

L'exploitant réalise des contrôles mensuels des eaux de rejet, avec une alternance bimensuelle des analyses spécifiques portant sur les hydrocarbures, la Demande Chimique en Oxygène (DCO) et les métaux (Fer+Aluminium). Cette modification de la fréquence des analyses, passant d'une fréquence trimestrielle à bimensuelle, vise à renforcer la surveillance et anticiper d'éventuels difficultés techniques.

En 2024, les analyses ont été réalisées par le laboratoire Auréa AgroScience.

En 2025, les analyses ont été confiées au laboratoire Eurofins.

L'inspection a relevé plusieurs dépassements des seuils de concentration en Matières en Suspension (MES) en 2024 et 2025. Un cas notable a été observé en décembre 2024, avec une concentration en MES de 86 mg/L, bien au-dessus du seuil prescrit de 25 mg/L.

L'exploitant justifie cet incident par des travaux de terrassement réalisés à cette période, combinés à de fortes pluies.

Suite à cet incident, une nouvelle gestion des eaux de ruissellement a été instaurée :

- Auparavant, les eaux accumulées dans le fond de fouille étaient directement réinjectées dans le dernier bassin de décantation.
- Depuis l'incident, en cas de fortes pluies, les eaux sont temporisées dans le fond de fouille de la carrière pour permettre la décantation (la pompe reliant le fond de fouille avec le bassin est coupée), avant d'être pompées vers le bassin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant dispose d'un délai de 30 jours pour formaliser la méthodologie appliquée en cas de forte pluie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Amiante

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2015, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Amiante
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra faire réaliser par un géologue un plan de repérage des roches contenant des amphiboles.</p> <p>Ce plan sera mis à jour par un géologue à l'occasion de chaque tir et lors d'éventuels travaux de décapage, pendant la durée des prélèvements prévus à l'article 1.</p> <p>Le plan initial et la nature des analyses prévues seront soumis pour examen au BRGM afin de s'assurer qu'ils répondent à une démarche homogène avec celle conduite par cet établissement public ayant conduit, à identifier l'exploitation de la Carrières de Brandefert située au lieu dit «Les Roches» comme susceptible de contenir des roches amiantifères.</p> <p>Des prélèvements de fragments de roches à fin d'analyses pétrographiques seront réalisés lors de l'établissement du plan de repérage initial et de ses mises à jour successives.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un géologue est mandaté chaque année afin de réaliser un suivi de la présence éventuelle d'amiante au sein du gisement.</p> <p>Les campagnes d'observation ont mis en évidence, à plusieurs reprises, la présence d'amphiboles (amphibolite à actinolite dominante) sur la partie sud-ouest de l'exploitation. Des fibres ont notamment été détectées en juillet 2021 puis en avril 2025, sur une surface de l'ordre de quelques centimètres carrés.</p> <p>À la suite de ces constats, l'exploitant a pris la décision de geler la zone concernée. Lors de l'inspection, l'exploitant a fait part de son souhait de cesser toute extraction sur ce secteur et de procéder au remblaiement. L'exploitation se poursuit sur le reste de la carrière, où le gisement reste exploitable sans présence de minéraux contenant potentiellement de l'amiante.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté des mesures d'empoussièrement sur les postes de travail, réalisées par Bureau Veritas. Les résultats de la campagne du 22/05/2025 concluent à l'absence de fibre identifiée comme de l'amiante.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De transmettre l'intégralité des rapports annuels du géologue depuis 2019, y compris pour les années où aucune présence d'amiante n'aurait été détectée. • De formaliser par écrit l'arrêt définitif de l'exploitation de la zone identifiée comme susceptible de contenir de l'amiante et de porter à la connaissance du préfet les plans de phasage actualisés de l'exploitation et du remblaiement de la carrière. • De poursuivre les prélèvements et analyses pétrographiques de fragments de roche, afin

de vérifier l'absence éventuelle de fibres susceptibles de contenir de l'amiante dans les zones actuellement exploitées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2001, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, biodiversité

Prescription contrôlée :

Article 4 - PREVENTION DES NUISANCES ET DES RISQUES

4.1- Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations ou l'impact visuel.

Constats :

L'inspection sur site a mis en évidence la présence de plusieurs espèces protégées présentant des enjeux de biodiversité au sein de la carrière.

- **Hirondelle de rivage** : des colonies nichent régulièrement dans les stocks de matériaux durant la période estivale. L'exploitant indique que l'exploitation des zones concernées est suspendue pendant toute la période de nidification, jusqu'à la migration des oiseaux.
- **Faucon pèlerin et grand corbeau** : ces deux espèces cohabitent au sein du site.

L'exploitant précise par ailleurs qu'un suivi écologique régulier est réalisé par des associations naturalistes, permettant d'actualiser les connaissances sur la fréquentation du site par ces espèces.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant :

- **De formaliser les mesures d'évitement et de réduction mises en place** pour préserver les espèces protégées identifiées sur le site (ex. : sensibilisation du personnel, cartographie des zones sensibles, etc.).
- **D'intégrer explicitement ces enjeux et les mesures associées** dans le dossier de renouvellement de la demande d'autorisation d'exploiter.

Type de suites proposées : Sans suite